

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(Loi n°2011-803 du 05 Juillet 2011)
(Décrets n° 2011-846, et 847 du 18 juillet 2011)

ORDONNANCE DU 20 OCTOBRE 2020

N° 2020 - 241

Décision déferée au premier président :

N° RG 20/04376 - N°
P o r t a l i s
DBVK-V-B7E-OW3
C

Ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Perpignan en date du 13 octobre 2020 enregistrée au répertoire général sous le n° 20/00965.

ENTRE :

Sandy GODDYN

M [REDACTED]
née le 04 Septembre 1978 à PERPIGNAN (66000)
Résidence Les Catalans
3, Impasse Edmond Brazes
66700 ARGELES SUR MER

C/

LE PREFET DES
PYRENEES-ORIENTALES
P A R Q U E T
GENERAL
LE DIRECTEUR -
C E N T R E
HOSPITALIER
L E O N - J E A N
GREGORY

Et actuellement CENTRE HOSPITALIER LEON-JEAN GREGORY
avenue du Roussillon
BP 22
66301 THUIR CEDEX

Appelante

Comparante, assistée de Me Laetitia GARCIA, avocate commise d'office,

ET :

Monsieur LE PREFET DES PYRENEES-ORIENTALES
Hôtel de la Préfecture
24 quai Sadi-Carnot
66951 PERPIGNAN Cedex
Non comparant

Monsieur LE DIRECTEUR - CENTRE HOSPITALIER LEON-JEAN
GREGORY
avenue du Roussillon
BP 22
66301 THUIR CEDEX
Non comparant

PARQUET GENERAL
cour d'appel
1 rue Foch
34000 MONTPELLIER
Non comparant

DEBATS

L'affaire a été débattue le 20 Octobre 2020, en audience publique, devant Myriam BOUZAT, conseillère, déléguée par ordonnance du premier président en application des dispositions de l'article L.3211-12-4 du code de la santé publique, assistée de Manon BORREMANS greffier et mise en délibéré au 20 octobre 2020.

ORDONNANCE

Réputée contradictoire,

Signée par Myriam BOUZAT, conseillère, et Manon BORREMANS, greffier et rendue par mise à disposition au greffe par application de l'article 450 du code de procédure civile.

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu la loi n° 2013-803 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n° 2014-897 du 15 août 2014 modifiant la procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques sans consentement,

Vu l'ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Perpignan en date du 13 Octobre 2020,

Vu l'appel formé le 14 Octobre 2020 par M. [REDACTED] N reçu au greffe de la cour le 14 Octobre 2020,

Vu l'avis du ministère public en date du 19 octobre 2020 qui s'en rapporte,

Vu le procès-verbal d'audience du 20 octobre 2020,

PRÉTENTIONS DES PARTIES

À l'audience, M. [REDACTED] déclare qu'elle n'a jamais été agressive envers autrui, exposant un conflit de voisinage, qu'elle reconnaît sa pathologie et qu'elle veut être soignée à domicile afin de pouvoir s'occuper à nouveau de son fils mineur.

L'avocat de M. [REDACTED] fait valoir au soutien de la demande de mainlevée:

- la violation des dispositions de l'article L 3211-3 du CSP,
- la violation des dispositions de l'article L 3213-1 du CSP,
- la violation des dispositions de l'article L 3213-9 du CSP,

Le représentant du ministère public s'en rapporte.

MOTIFS

L'appel formé le 14 octobre 2020 contre l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Perpignan du 13 octobre 2020 est recevable pour avoir été relevé dans les 10 jours de la notification de la décision querellée.

Sur le moyen tiré de la violation des dispositions de l'article L 3211-3 du CSP qui énonce:

"Lorsqu'une personne atteinte de troubles mentaux fait l'objet de soins psychiatriques en application des dispositions des chapitres II et III du présent titre ou est transportée en vue de ces soins, les restrictions à l'exercice de ses libertés individuelles doivent être adaptées, nécessaires

et proportionnées à son état mental et à la mise en œuvre du traitement requis. En toutes circonstances, la dignité de la personne doit être respectée et sa réinsertion recherchée.

Avant chaque décision prononçant le maintien des soins en application des articles L. 3212-4, L. 3212-7 et L. 3213-4 ou définissant la forme de la prise en charge en application des articles L. 3211-12-5, L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-3, la personne faisant l'objet de soins psychiatriques est, dans la mesure où son état le permet, informée de ce projet de décision et mise à même de faire valoir ses observations, par tout moyen et de manière appropriée à cet état.

En outre, toute personne faisant l'objet de soins psychiatriques en application des chapitres II et III du présent titre ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale est informée :

- a) Le plus rapidement possible et d'une manière appropriée à son état, de la décision d'admission et de chacune des décisions mentionnées au deuxième alinéa du présent article, ainsi que des raisons qui les motivent ;
- b) Dès l'admission ou aussitôt que son état le permet et, par la suite, à sa demande et après chacune des décisions mentionnées au même deuxième alinéa, de sa situation juridique, de ses droits, des voies de recours qui lui sont ouvertes et des garanties qui lui sont offertes en application de l'article L. 3211-12-1.

L'avis de cette personne sur les modalités des soins doit être recherché et pris en considération dans toute la mesure du possible.

En tout état de cause, elle dispose du droit :

- 1° De communiquer avec les autorités mentionnées à l'article L. 3222-4 ;
- 2° De saisir la commission prévue à l'article L. 3222-5. et, lorsqu'elle est hospitalisée, la commission mentionnée à l'article L. 1112-3 ;
- 3° De porter à la connaissance du Contrôleur général des lieux de privation de liberté des faits ou situations susceptibles de relever de sa compétence ;
- 4° De prendre conseil d'un médecin ou d'un avocat de son choix ;
- 5° D'émettre ou de recevoir des courriers ;
- 6° De consulter le règlement intérieur de l'établissement et de recevoir les explications qui s'y rapportent ;
- 7° D'exercer son droit de vote ;
- 8° De se livrer aux activités religieuses ou philosophiques de son choix.

Ces droits, à l'exception de ceux mentionnés aux 5°, 7° et 8°, peuvent être exercés à leur demande par les parents ou les personnes susceptibles d'agir dans l'intérêt du malade."

Aucune pièce du dossier ne comporte de justificatif de la notification à la patiente de sa situation juridique, de ses droits, et garanties offertes, la notification des arrêtés préfectoraux des 3 et 5 octobre 2020 mentionne les voies de recours mais nullement les droits des patients en soins psychiatriques sans consentement.

Durant l'instruction du dossier, il a été demandé à la direction de l'établissement de produire d'autres pièces justificatives de la notification à la patiente de sa situation juridique, droits, et garanties offertes et il a été répondu qu'aucune autre pièce déjà communiquée au juge des libertés et de la détention de Perpignan n'était à produire.

Seuls les certificats médicaux mentionnent in fine que la patiente a été informée de sa situation,

de ses droits et voies de recours et que son avis a été recueilli, ce qui n'est pas suffisant pour garantir les droits de la patiente et qu'en conséquence il convient de constater que cette irrégularité a porté atteinte à ses droits et qu'il convient par application de l'article L3216-1 du code de la santé publique d'ordonner la mainlevée de l'hospitalisation complète.

En conséquence, il n'y a lieu de statuer sur les autres moyens devenus sans objet

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement,

Déclarons recevable l'appel formé par M. [REDACTED]

Infirmos la décision déferée,

Et statuant à nouveau,

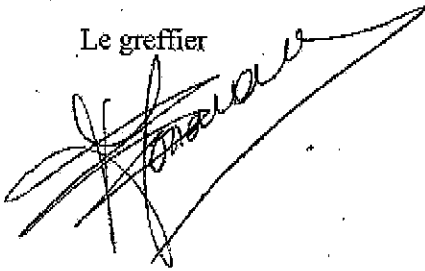
Ordonnons la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète M. [REDACTED], dans le délai de 24 heures afin de permettre la mise en place de soins ambulatoires,

Laissons les dépens à la charge du trésor public,

Disons que la présente décision est portée à la connaissance de la personne qui fait l'objet de soins par le greffe de la cour d'appel.

Rappelons que la présente décision est communiquée au ministère public, au directeur d'établissement et à monsieur le préfet.

Le greffier



Le magistrat délégué

